

La Tunisie à la croisée de trois espaces en miroir : Méditerranée, Maghreb et Sahel

Une nouvelle géopolitique

Le monde est caractérisé par une nouvelle fluidité bousculant l'ensemble des repères traditionnels. Emergence de pôles de puissance aspirant à relativiser l'empreinte géopolitique des Etats-Unis, imprévisibilité voulue de l'Administration américaine, montée en puissance des rivalités entre Etats, fragmentation de l'Occident, retour remarqué de la Russie au Moyen-Orient et en Méditerranée, affirmation de la puissance chinoise dans son voisinage et au-delà, notamment via le futur projet de routes de la Soie (OBOR), exacerbation de la menace terroriste et du crime organisé transnational, retour en force de l'identitaire et du religieux, révolution numérique et digitale, surprises et ruptures stratégiques, cybermenace et cybercriminalité, chocs économiques et financiers, chocs migratoires, bouleversements climatiques, etc. constituent autant de facteurs marquant la fin d'un monde et l'accélération de l'histoire.

Les rivalités s'exacerbent au fur et à mesure que la concurrence s'aiguise et que les rapports économiques s'inversent : la tendance est à l'érosion du leadership américain et « la bagarre multipolaire » est engagée selon les propres termes d'Hubert Védrine. **Ces pôles de puissance portent chacun une vision du système international qu'ils entendent imposer en fonction de leurs intérêts stratégiques et de leurs propres agendas. Ils bâtissent des projections géopolitiques d'envergure et des représentations collectives de l'avenir.**

Le Brexit, l'élection du Président Donald Trump aux Etats-Unis, la montée des extrêmes droites en Europe, etc. révèlent une nouvelle tectonique des plaques et une remise en cause du modèle dominant : la mondialisation. L'individu, dilué et ayant perdu ses repères, aspire à renouer avec les fondements de son identité. Le rejet de « l'Autre » n'est que la manifestation de la résurgence de cette quête. Dans ce contexte, la globalisation, bousculée et remise en cause, se grippe et piétine. **Alain Juillet souligne : « nous sommes dans une compétition planétaire qui n'est en rien une mondialisation heureuse. En vérité, cette mondialisation se fait au couteau, avec une violence extrême »¹. « La fin de l'histoire » fait place à un retour en force de l'histoire, de la géographie, de l'Homme, bref de la géopolitique.**

Selon l'Amiral Jean Dufourcq, « ce n'est pas une crise de croissance de la planète. Ce qu'on observe est en fait autre chose de plus vaste, de plus central qui conduit au tassement de la globalisation. **Cette globalisation a en effet suscité un système profond propre, hors sol, déterritorialisé, transversal, puissant qui s'est affranchi des règles et des projets collectifs, nationaux pour promouvoir ce qui unit entre eux de multiples acteurs transversaux, le pouvoir et l'argent.** Ce système, du fait de sa structure et de sa finalité n'a pas hésité à composer avec les systèmes mafieux et les organisations criminelles. Hier l'idéologie révolutionnaire avait inspiré une internationale triomphante ; aujourd'hui le capitalisme financiarisé a produit un système profond de pouvoir masqué, réparti et prédateur.

¹ CLES, Cas d'Ecole, « Si tu ne t'intéresses pas à la géopolitique, la géopolitique s'intéresse à toi », 6 avril 2017.

Sur son chemin, il trouve bien souvent des États gênants. **Ce qu'on a observé en 2016, c'est la révolte des peuples profonds contre ce système profond** »².

L'ouverture démocratique

Depuis 5 ans, la Tunisie a marqué une percée décisive matérialisée par l'adoption d'une constitution consensuelle et la tenue d'élections démocratiques à la fin de l'année 2014.

Encore fragiles sur le plan intérieur, les acquis tunisiens sont directement menacés par un environnement géopolitique en restructuration amplifiant les vulnérabilités intérieures. Une double dynamique représente un risque majeur relativement au processus de transition :

- **Le voisinage maghrébo-sahélien, durablement déstabilisé, projette un large spectre de menaces susceptibles d'amplifier les risques menaçant le processus démocratique tunisien** : fragmentation du Maghreb, percée de l'islamisme radical et du jihadisme, éclatement d'un foyer d'instabilité durable au Sahel menaçant la stabilité et la sécurité des pays du Maghreb sur le long terme, profonde déstabilisation de la Libye déstructurant l'Etat et érigeant le pays en épice de la menace terroriste et criminelle, dissémination et prolifération des armes légères et lourdes aux frontières, enracinement du crime organisé transnational et généralisation de l'économie informelle, gel du Grand Maghreb aggravant sa dépendance économique et stratégique, fragilités économiques et probable reconfiguration géopolitique de l'Europe et balkanisation en cours de la scène moyen-orientale, constituent **autant de défis cruciaux pour la Tunisie aspirant à consolider son processus démocratique** ;
- L'ancrage en Tunisie de la première société arabe démocratique propulserait le pays au rang d'Etat pivot dans la géopolitique du Maghreb et du monde arabe. **L'accession à la communauté des Etats démocratiques lui confèrerait une responsabilité nouvelle tout en l'exposant à des stratégies malveillantes d'acteurs étatiques et non-étatiques hostiles à la réussite de la transition démocratique.**

Un voisinage stratégique tourmenté

Dès lors, l'analyse et la compréhension des dynamiques géopolitiques qui animent le voisinage de la Tunisie – le théâtre maghrébo-sahélien – s'érigent en impératif de bonne gouvernance.

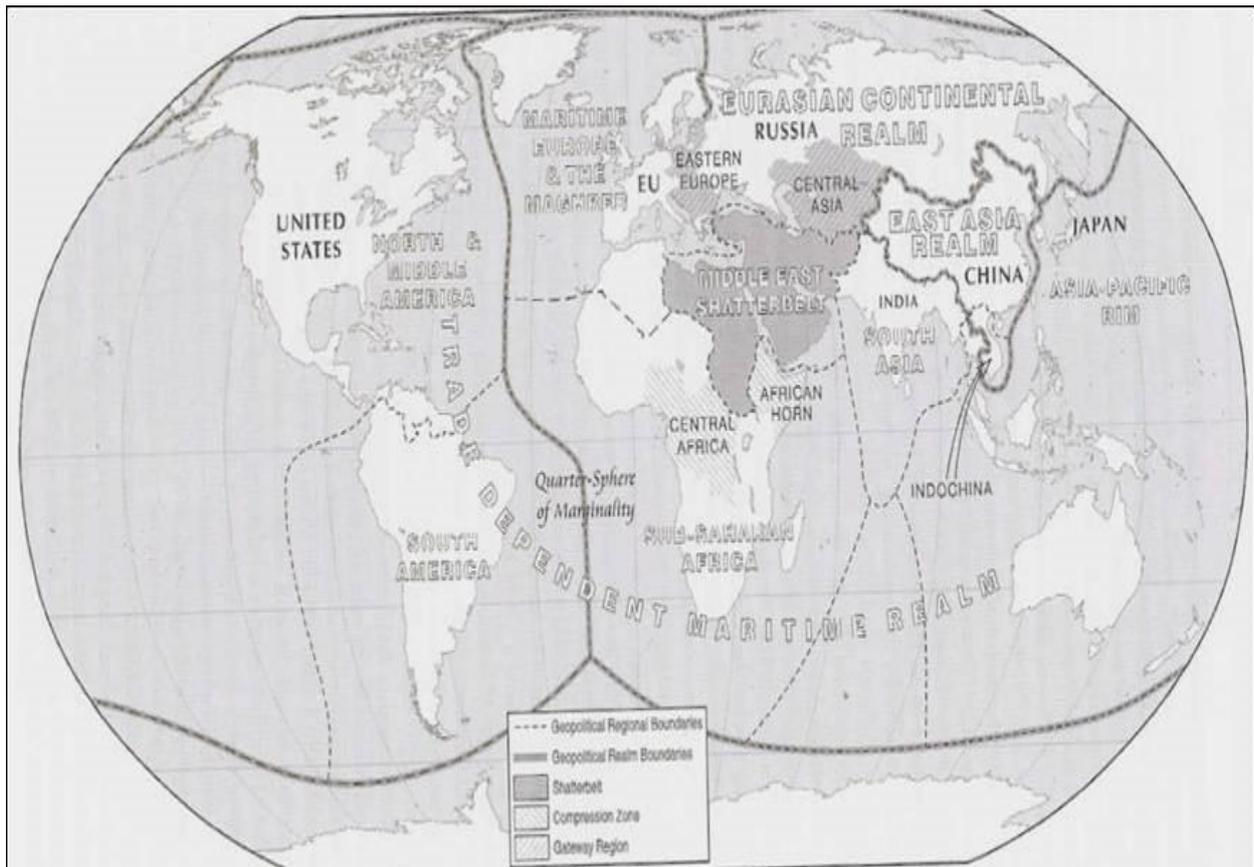
Sahel, Maghreb et Méditerranée forment des espaces conjugués avec des développements coordonnés inhérents à leur histoire et à leur géographie communes, caractérisés par de fortes interdépendances et aux destins intimement liés. Plus globalement, **ces théâtres constituent une même matrice travaillée par des forces et des logiques communes : la sécurité de l'un est étroitement liée à la sécurité des autres et réciproquement.** C'est ainsi que « *la Méditerranée connaît aujourd'hui une vraie question nord-africaine connectée étroitement à une vraie question sahélienne* »³. Dans cette configuration, chacun possède son sud : les Européens ont un sud, le Maghreb, et le Maghreb a un sud, le Sahel : tous ces sud sont intimement liés.

² Amiral Jean Dufourcq, « Le monde en marche », 15 février 2017.

³ Jean Dufourcq, « L'enjeu méditerranéen », septembre 2012.

L'éclatement d'un foyer d'instabilité au Sahel menace la stabilité et la sécurité des pays du Maghreb et de l'Europe sur le long terme. Il n'est plus possible de poser la problématique du Maghreb en l'isolant du flanc sud sahélien. Une concertation permanente s'impose entre les pays du Maghreb sur le présent et l'avenir de la scène sahélienne. Malheureusement, nous en sommes loin !

S. B Cohen évoque dans ses travaux le découpage du monde en neuf grandes plaques différenciées s'organisant chacune autour d'un centre ou d'une tour de contrôle régionale. La matrice évoquée ci-dessus correspond précisément à la plaque EuroAfrique maritime de Cohen.



Ainsi, pour l'ensemble des pays riverains de l'océan sahélien, la façade saharienne est à la fois une préoccupation de sécurité et un défi de développement. **Afin d'éviter d'être dépossédés des clefs de notre destinée, il nous appartient de gérer en bonne intelligence ces espaces que nous avons en partage.**

L'identité géopolitique du Maghreb : l'insularité

« Jazirat el-Maghreb », la presqu'île du couchant des géographes arabes, présente une personnalité stratégique singulière. L'identité maghrébine a été façonnée par une histoire aux apports multiples et divers. Le Maghreb « strictu sensu » est l'ensemble des hautes terres qui frangent au nord le continent africain face à l'Europe : **le théâtre maghrébin est ainsi « tiraillé entre trois zones d'influence africaine, européenne et moyen-orientale ».**

L'enlisement du projet de Grand Maghreb, paralysé par des ambitions géopolitiques inconciliables et des conflits non surmontés, ouvre la voie à d'autres acteurs décidés à peser sur les équilibres stratégiques du théâtre maghrébin : forte présence des Etats-Unis avec des projets empiétant sur le champ d'influence traditionnel des pays européens de l'arc latin ; percée géopolitique de la Chine avec pour objectif de se positionner en acteur significatif en Méditerranée ; et retour affirmé de la Russie. **A terme, une redéfinition de la carte des influences et des ambitions au Maghreb est à prévoir.**

Le Maghreb se posant en non acteur dans sa propre région laisse flotter la conviction que les pays concernés se perçoivent comme la périphérie d'un centre qui se situe hors d'eux-mêmes et dont ils attendent la stratégie organisatrice, qu'il s'agisse de l'Europe, des Etats-Unis, de l'Afrique, du monde arabe ou de toute autre entité. **La menace, dans ce contexte, est la dilapidation du Maghreb dans son essence géopolitique**, c'est-à-dire la régression de l'entité politique et historique en simple contiguïté géographique dont la régulation géopolitique est subordonnée à l'initiative des puissances extérieures. **La centralité maghrébine est aujourd'hui menacée.**

Le trait dominant du Maghreb est que, sans être en guerre, il n'est pas en paix. Sur un fond de rivalité stratégique entre l'Algérie et le Maroc, des conflits interétatiques et intra étatiques ainsi que l'impact de l'extrémisme islamique entraînent **une militarisation persistante et un état d'alerte antiterroriste permanent**. La persistance du conflit saharien et les disparités régionales créent un climat d'instabilité, sans déterminer à ce jour ni un règlement négocié entre les parties ni un compromis ménagé dans un cadre maghrébin ou arabe. **Travaillé par ces forces centrifuges, cet espace ne parvient pas à trouver son point d'équilibre.**

En effet, les visions des pays maghrébins sont dispersées et marquées par des tensions intérieures, des problèmes de stabilité, de modernité et de voisinage : **ils ne se perçoivent pas à travers un ensemble régional stabilisé et demeurent otages de rivalités et de conflits gelés**, larvés ou potentiels non encore surmontés. Une véritable myopie relativement aux menaces stratégiques globales caractérise les politiques de ces Etats. **Prisonniers des schémas du passé, ils ne parviennent pas à s'élever à une vision commune et globale des enjeux sécuritaires. Chaque pays, en fonction de ses intérêts stratégiques, joue son propre jeu : les trajectoires stratégiques ne se complètent pas, elles se croisent, voire se neutralisent.**

Ainsi, la Tunisie est confrontée à court terme à un ordre régional déphasé, fragmenté et susceptible, selon l'évolution de la situation, d'aboutir à une reconfiguration de la carte régionale.

Les développements inégaux au sein du Maghreb et les nouvelles tensions affaiblissent l'ensemble de la région et aggravent sa dépendance économique et sécuritaire. **En effet, lorsque les pays construisent leur sécurité et leur économie hors du Maghreb, le berceau commun cesse d'être le garant d'une prospérité et d'une sécurité partagée.**

L'idée du Maghreb a soudé la solidarité de nos peuples en lutte contre l'ordre colonial. Si l'ère des indépendances n'a pas réussi à former, chez les dirigeants, un même concept du Maghreb, les peuples voient toujours dans le Maghreb uni les bases d'une communauté fraternelle, égalitaire et solidaire : un tel idéal est accessible. Le Grand Maghreb est notre grande patrie commune, il constitue une exigence historique, économique, stratégique et de civilisation.

Dans la géopolitique de notre temps où prévalent les grands ensembles, le non Maghreb, en termes de croissance et de compétitivité et en termes de poids politique, est injustifiable. **La défaillance est sensible dans la région et dans le monde.**

Le Maghreb uni serait plus fort. Avec une superficie de plus de six millions de km², une large façade sur la mer et l'océan et une population de près de 90 millions, parlant la même langue et partageant la même foi, **le Maghreb pourrait accéder à un ordre de puissance économique et stratégique en mesure d'assurer la prospérité et la sécurité de ses peuples et de peser dans le règlement des conflits qui affligent le Maghreb et qui retardent notamment le règlement de la question palestinienne.**

Le Grand Maghreb pourrait également contribuer au développement, à la stabilité et à la sécurité du Sahel africain qui est historiquement lié à notre propre culture et qui constitue, avec le Maghreb, un seul et même théâtre stratégique. **Plus au fond, le Grand Maghreb pourrait constituer avec les pays du Sahel une même région économique, dotée d'immenses ressources, parlant les mêmes langues et ouverte au marché mondial.**

Dans ce contexte, la sécurité de la Tunisie et son essor économique sont intimement liés à l'évolution de la scène maghrébine et à l'édification du Grand Maghreb. Les initiatives passées ayant toutes buté sur la complexité du théâtre, la Tunisie doit faire preuve d'audace et porter cette ambition. Il s'agit de l'ériger en priorité nationale. Afin de surmonter les rivalités, **Tunis pourrait lancer une initiative visant à promouvoir, sans parti pris, une collégialité stratégique jetant les bases d'un Maghreb équilibré.** Le dénominateur commun doit être d'abaisser le niveau des tensions régionales. Dans un contexte marqué par la vulnérabilité croissante de l'ensemble des pays maghrébins, il s'agit, pour la Tunisie, d'amener les autres pays, via une diplomatie plus active, à jeter les bases d'une entente régionale pragmatique, visible et manifeste aux yeux de l'Occident, de l'Afrique et des pays asiatiques. Ce Maghreb devra assumer sa sécurité et se prendre en charge afin de répondre collégialement aux défis et aux menaces et entraver les ingérences étrangères risquant de le déposséder des clefs de son avenir. Trois dossiers prioritaires devront sceller cette collégialité maghrébine : le règlement de la question libyenne ; une convergence de vue et d'action sur les problématiques caractérisant la scène sahélienne et l'élaboration d'une stratégie commune de gestion du retour des « foreign fighters » et de prévention de la radicalisation des jeunes⁴.

Le Maghreb, bordé au nord et au sud par deux mers intérieures, se retrouve dans une situation géopolitique proche de l'insularité. Dans ce contexte, analysons les équations géopolitiques structurant ces deux mers intérieures.

Le carrefour méditerranéen

Le bassin méditerranéen, espace de concentration de nos échanges économiques, est le reflet des bouleversements politiques et stratégiques caractéristiques de la nouvelle configuration des rapports de puissance mondiaux.

Dans un environnement international complexe et en perpétuel mouvement, la Méditerranée demeure, par l'ancienneté et l'emprise de ses civilisations, la singularité et la densité des clivages qu'elle doit affronter, un pivot de la géopolitique mondiale. Zone

⁴ Pour de plus amples détails, voir « La Tunisie en 2025 », ITES, janvier 2017 consultable au lien suivant : <http://www.ites.tn/la-tunisie-en-2025/>

de ruptures et de confrontations, champ de puissantes affirmations identitaires et religieuses, elle n'a jamais cessé d'être un carrefour d'échanges où commerce, culture et conflits se sont conjugués. **Les destins de la rive sud et de la rive nord sont intimement liés à l'évolution future de cette mer des paradoxes.**

En dépit de l'ensemble des initiatives mises en place lors de la chute de l'URSS afin d'intégrer ce champ au monde post-soviétique (Processus de Barcelone, PEV, UpM, Dialogue 5+5, dialogue méditerranéen de l'OTAN, forums, ateliers etc.), **la Méditerranée peine à se structurer sur les plans sécuritaires et stratégiques** : toutes ces entreprises ont buté sur la complexité du théâtre et n'ont pu déboucher sur des structures suffisamment équilibrées, souples et fédératrices pour être pérennes : « ont manqué des résultats probants établissant un climat de confiance qui permette de dégager des intérêts communs et d'enclencher un cercle vertueux de coopération ».

Un constat s'impose : la Méditerranée divise ou à tout le moins ne rapproche pas ses riverains.

La problématique sécuritaire pose la question récurrente et difficilement surmontable de l'identité, du voisinage stratégique et donc du rapport à l'autre et de la perception : comment les riverains de ce berceau des civilisations se perçoivent-ils et comment perçoivent-ils cette mer qu'ils ont en commun ?

L'ancrage à l'Union Européenne

Pour les Occidentaux en règle générale, « la Méditerranée est d'abord la partie méridionale de l'Europe, le flanc sud de l'Alliance Atlantique, un bassin placé en tampon entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie, l'espace où interfèrent de multiples logiques qui en font une zone d'incertitude et de complexité ». **Par une sorte de raisonnement amalgamant, ce bassin est systématiquement affecté d'un coefficient de méfiance : n'a-t-on pas évoqué dans de nombreuses études globalisantes l'arc de crise reliant le Maghreb au Caucase, voire même le Maroc au Pakistan ou à Singapour ?**

Il convient à ce stade de souligner la constante volonté de l'UE de sécuriser ses marges Sud et Est, volonté toujours au cœur de tout projet européen : l'intérêt européen est dans la stabilité géopolitique et la modernisation économique et juridique d'un ensemble allant du Maroc à la Russie. En effet, relativement à son voisinage, **l'Europe tient à manifester fermement sa capacité de pôle organisateur grâce à la pénétration des normes économiques et juridiques, au potentiel d'intervention financière et aux garanties d'ordre sécuritaire. La persistance de cette vision nourrit une crise de confiance à l'égard de ses partenaires de la rive sud de la Méditerranée désireux d'être traités d'égal à égal et non comme le siège de menaces à pacifier.**

L'Union Européenne (UE) reste le partenaire économique principal, sinon prépondérant, de la Tunisie. Tant sur les plans humains, politiques, économiques, sociaux, culturels et sécuritaires, le lien à l'Europe est stratégique. Inversement, l'Europe estime que l'accession à la communauté des Etats démocratiques de toutes les sections de son voisinage est un choix stratégique (Caucase, Balkans et Maghreb).

Selon la logique du « Double Track »⁵, l'ancrage de la Tunisie à l'Europe se décline suivant un axe multilatéral à travers la signature de l'Accords d'Association le 17 juillet 19956, la PEV7 initiée en 2003 et l'Union pour la Méditerranée (UpM, 2008) et un axe bilatéral à travers des relations privilégiées avec la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne, etc.

Aujourd'hui, l'Union Européenne semble s'enfoncer un peu plus chaque jour dans des turbulences économiques et institutionnelles risquant, à terme, la marginalisation au rang de péninsule occidentale du continent eurasiatique. Le Brexit, s'il n'est pas suivi d'une réforme des institutions européennes et d'un bond en avant, préfigure cette orientation. Les crises économiques, identitaires, sociales et les chocs sécuritaires et migratoires impactant l'Europe pourrait l'amener à se restructurer autour d'un noyau dur et d'entités différenciées évoluant à des rythmes inégaux. Trop élargie, frappée par une crise inédite, l'Europe se contracterait sur elle-même. Emergerait ainsi une Europe à plusieurs foyers, « à la carte », marquée par de fortes différenciations où s'affirmeraient des logiques différentes mais néanmoins complémentaires. Cette Europe différente définirait des rapports nouveaux à l'égard de son voisinage.

Cette perspective ne manquerait pas d'impacter durablement la Tunisie, notamment quant à sa capacité à élaborer un nouveau modèle de développement économique et social en phase avec les réalités de son temps et les impératifs de la révolution. La perspective d'une restructuration de l'UE préempte le développement de la politique de partenariat quant aux ressources financières et à la politique migratoire. L'Europe a déjà durci sa politique migratoire.

Les flux touristiques et les IDE européens ont sensiblement diminué. Dans l'ensemble européen, l'Allemagne s'est distinguée par une politique pragmatique destinée à marquer son retour sur son flanc sud méditerranéen et africain afin de limiter l'influence française.

Sur les plans sécuritaires, relativement aux puissances occidentales, leur soutien « humanitaire » au peuple et aux rebelles syriens soulève de nombreuses interrogations tout en s'inscrivant dans les contradictions déjà constatées lors de l'intervention de 2011 en Libye. Décidée officiellement au nom de la responsabilité de protéger la population civile, elle poursuivait en réalité de nombreux objectifs stratégiques dictant le renversement du régime de Kadhafi. Faut-il rappeler que ces mêmes puissances avaient ignoré ce principe quand les peuples libanais et palestinien, dépourvus de la moindre défense aérienne, subissaient en 2006 et en 2008/9 des bombardements dévastateurs. Ces puissances s'étaient alors opposées expressément au cessez-le-feu. **Leur enthousiasme soudain pour la protection du peuple libyen puis du peuple syrien est suspect alors même que les menaces sont toujours actuelles contre les peuples arabes, notamment le peuple palestinien.** Tant qu'elles cautionnent effectivement l'expansionnisme et le colonialisme d'Israël, tant qu'elles se dérobent à la portée universelle de leur doctrine, elles renforcent sciemment les bases de l'instabilité régionale et tournent le dos à un ordre de paix et de stabilité. Leurs réticences et leurs embarras dans l'intervention militaire en Libye puis en

⁵ Stratégie se déclinant suivant deux axes parallèles.

⁶ Entré en vigueur le 1 mars 1998.

⁷ Politique Européenne de Voisinage.

Syrie traduisent la conscience claire que la base populaire arabe condamne leur politique discriminatoire.

Sur cet aspect, la politique européenne souffre d'une profonde contradiction : les combattants islamistes ne sont pas plus démocrates en Syrie qu'au Mali. Dans ce cas de figure, pourquoi leur apporter un soutien décisif en Libye puis en Syrie tout en justifiant la guerre au Mali au nom de l'impérieuse nécessité de les éliminer tant la menace est grave. Y-a-t-il de bons et de mauvais islamistes ? Le jihadisme est-il soluble dans la démocratie selon des contingences territoriales et culturelles ? La solidarité apparente de ces puissances avec le peuple syrien ira-t-elle jusqu'à la restitution du Golan ? **Ces puissances détiennent les clefs du règlement fondamental et global du système de conflit minant le Moyen-Orient : pourquoi tiennent-elles à bloquer indéfiniment ce règlement ? L'appui aux rebelles syriens s'inscrit davantage dans le cadre d'une grande stratégie de reconfiguration de la scène moyen-orientale qu'il ne vise la finalité démocratique. Cette reconfiguration en cours poursuit en réalité plusieurs objectifs géopolitiques non avoués : neutraliser l'axe chiite réfractaire et la puissance iranienne pivotale, imposer un fait accompli tranchant le drame palestinien en faveur d'Israël, contrôler les ressources gazières et pétrolières en Méditerranée orientale, tenir en échec la renaissance militaire russe et contrôler la dépendance énergétique des puissances rivales, notamment la Chine.**

En effet, cette stratégie obéit à des calculs géopolitiques d'envergure mondiale. Face à la percée de puissances rivales menaçant l'hégémonie américaine, il incombe pour l'Etat profond américain d'être en mesure de fragmenter le monde musulman selon des lignes religieuses et communautaires afin d'entretenir une zone d'instabilité durable sur le flanc sud de la Russie et de menacer la sécurité des approvisionnements énergétiques de la Chine. De plus, via un soutien à peine voilé apporté aux séparatismes travaillant les périphéries de ces puissances majoritairement musulmanes (Caucase et Tchétchénie pour la Russie, Xinjiang pour la Chine), **l'instrumentalisation de l'islamisme radical vise clairement à affaiblir ces acteurs menaçant le projet unipolaire américain.**

En effet, dès le milieu de la décennie 2000, des chercheurs néoconservateurs des deux côtés de l'Atlantique recommandent de confier l'encadrement et la gestion des sociétés musulmanes à la confrérie des Frères musulmans. « Ceux-ci seraient des sortes de démocrates-chrétiens à la sauce musulmane, aimablement conservateurs et néo-libéraux, acquis à l'économie de marché mondialisée et susceptibles de constituer un utile rempart contre les dérives violentes du salafisme. C'est évidemment ignorer ou dissimuler le fait que tous les ténors de la violence jihadiste sont issus de la confrérie dont ils constituent de fait le bras armé. Cela n'empêche pas l'administration américaine, le Département d'État, le Pentagone et les services de sécurité américains, ainsi que nombre de correspondants européens au sein des instances de Bruxelles, d'adopter ce concept et d'en tirer leurs lignes de conduite lors des printemps arabes de 2011 »⁸.

L'erreur d'appréciation, les impératifs géopolitiques de la GWOT⁹ américaine, la volonté de simplification et de schématisation de nombreux experts et journalistes contribuant à dénaturer la menace terroriste ont abouti à cette stratégie qui aujourd'hui

⁸ Alain Chouet, « Le jihad de troisième génération : entre fantasme médiatique et réalité stratégique », *Les Cahiers de l'Orient*, N°114, Printemps 2014, pp. 121-136.

⁹ Global War On Terror.

trouve ses limites. Pour autant, le « Grand jeu » est loin d'être achevé dans le contexte d'une exacerbation des rivalités à l'échelle planétaire.

Elle s'inscrit également dans une opposition des mémoires historiques et traumatiques et une manipulation des imaginaires collectifs érigeant la Méditerranée en ligne de fracture majeure entre le monde chrétien et le monde musulman, comme si ces deux entités constituaient deux blocs homogènes transcendant leur nature profondément hétéroclite et leur faiblesse organique. Ainsi, pour l'Occident judéo-chrétien et démocratique, la priorité serait de se prémunir à tout prix d'un « islamo-fascisme » devenant jour après jour plus menaçant. Pour le monde musulman, les guerres contre l'Afghanistan, l'Irak et d'autres terres musulmanes et la stigmatisation permanente de l'islam renouvellent l'esprit de croisade et l'impérieuse nécessité d'œuvrer au rétablissement du Califat. **Ces visions manipulées et artificielles, tout en n'obéissant à aucune logique géopolitique rationnelle, s'enracinent de part et d'autre de la ligne de fracture méditerranéenne et rappellent de sombres précédents dans l'histoire de l'humanité¹⁰.**

En tout état de cause, on ne saurait édifier un ordre régional sur tant de contradictions. La révolution arabe n'a pas inspiré une commune vision et n'a pas sonné l'heure du grand aggiornamento. Sous l'angle géopolitique, **la dispersion des européens et la dispersion des arabes signifient que la révolution arabe est fragile et fragmentée et que la guerre syrienne, à l'instar de la guerre en Libye, n'est pas plus qu'un champ ouvert à des convoitises masquées et à des calculs d'opportunisme.**

Le double blocage, européen et arabe, ne favorise ni la stabilité régionale ni un partenariat loyal. En dépit de l'élan démocratique puissant des élites et de la jeunesse, en dépit des sacrifices, le monde arabe reste un champ marginal, sujet à la dépendance et à l'instabilité pour une période indéterminée.

En tout état de cause, « l'engagement de l'Europe au Moyen-Orient est équivoque. Son entente avec les groupes islamistes est paradoxale. Son alliance avec les pays arabes du Golfe est obscure ».

La déstabilisation durable du flanc sud, l'océan sahélien

Les tensions et les menaces projetées par l'insécurité endémique caractérisant le théâtre sahélien ne peuvent être considérées comme périphériques ou étrangères à la sécurité nationale tunisienne : l'impact transcende les frontières algériennes et libyennes et menace directement la Tunisie sur l'ensemble de son territoire.

Ligne de frontière entre Méditerranée et Afrique subsaharienne, le Sahel organise la transition entre l'Afrique du Nord méditerranéenne et l'Afrique subsaharienne. L'espace sahélien, sous-défendu et sous-administré, est fragilisé par des forces centrifuges et des facteurs de tension justifiant, à la faveur de l'incubateur libyen, l'explosion de la crise malienne, risquant par effet de contagion de déstabiliser toute la zone.

Le théâtre sahélien, véritable polygone de crises, est travaillé par des lignes de fracture inscrites dans le temps long de l'histoire et qui continuent à produire leurs effets, et par

¹⁰ Pour aller plus loin, voir : Georges Corm, « Pour une lecture profane des conflits : sur le retour du religieux dans les conflits contemporains du Moyen-Orient », La Découverte, Paris, Octobre 2012.

des éléments plus récents amplifiant la vulnérabilité du champ. La géographie même de cet espace, dit désertique, favorise une remise en question des frontières coloniales ayant bouleversé les frontières ethniques et les équilibres traditionnels, notamment la libre mobilité des hommes et des biens, caravanes, commerce, transhumance et nomadisme. Le télescopage entre l'autorité étatique et l'autorité traditionnelle des populations nomades Touaregs, Toubous, etc. participe à l'explication du système de conflits que révèle notamment la crise malienne mais aussi la déstabilisation en cours de l'aire péri-tchadienne, la somalisation de la RCA (République Centrafricaine), etc.

La plupart des États du Sahel – situés entre les latitudes 10° Nord et 20° Nord – sont caractérisés, dans leur architecture interne, par une fracture Nord-Sud qui traduit une opposition avant tout ethnique entre populations blanches, souvent arabisées, et populations noires. Ainsi, une véritable ligne de feu chargée d'histoire s'étendant de l'océan Atlantique à la mer Rouge brise en deux les États sahéliens. Au Mali, l'opposition fondamentale est celle des Blancs, Maures et Touaregs, et des ethnies africaines noires, les premiers dominant traditionnellement les populations du sud. La décolonisation, en attribuant le pouvoir aux populations du sud, a abouti à une inversion des rapports de domination. La rébellion est depuis lors nordiste et touareg. **La fracture Nord-Sud, ancrée dans l'histoire et à la base d'une profonde conscience ethnico-tribale, a retardé la formation consensuelle de l'État-nation légué par la décolonisation. Les implications philosophiques de cette question sont lourdes de conséquences. Les Touaregs acceptaient-ils l'ordre post-colonial qui confère la suprématie des ethnies du Sud sur leur territoire ?** De véritables murs d'incompréhension, parfois d'hostilité, ont longtemps bloqué la voie d'édification d'une véritable appropriation nationale, indispensable à l'émergence de l'État-nation. C'est sur cette réalité ethno-politique que prospère l'extrémisme islamiste.

Dans ce contexte, les représentations géopolitiques, c'est-à-dire les perceptions des acteurs, justes ou erronées, priment sur la réalité des faits. En ce sens, l'occupation de la ville de Gao par les islamistes extrémistes a réveillé parmi les populations noires le souvenir de la poussée musulmane venant du nord et surtout le démantèlement de l'empire Songhaï par le pacha Djouder au XVI^{ème} siècle en provenance du Maroc. **Tant que cette problématique de fond ne sera pas posée de manière claire, sans dérobade, aucune solution durable à la stabilité de l'océan sahélien, et en particulier à la crise malienne, ne sera envisageable. Difficulté supplémentaire, le concept de démocratie tel que formulé par l'Occident, à savoir « un homme, une voix », est difficilement conciliable avec les réalités ethniques caractérisant le Mali.** En effet, « la variante africaine de la démocratie fondée sur le « one man, one vote » est d'abord une « ethno-mathématique » **donnant automatiquement le pouvoir aux plus nombreux, en l'occurrence les Noirs sudistes, ce que les nordistes ne peuvent accepter** »¹¹. Bernard Lugan souligne : « au Mali, les sudistes étant plus nombreux que les nordistes, ces derniers, en plus d'être forcés de vivre dans le même Etat que les premiers, sont condamnés à leur être politiquement soumis. D'où les révoltes continuelles dont les actuels événements ne sont qu'une résurgence »¹². **Jean Ping abonde en ce sens dans son dernier ouvrage « Eclipse sur l'Afrique : fallait-il tuer Kadhafi ? », « l'Afrique doit prendre son temps ; les Occidentaux qui « réagissent sous la pression des émotions et des passions immédiates qui emportent leurs opinions » sont trop impatients. L'Afrique a son rythme et ses fondamentaux : « Chacun sait que c'est l'ethnicité qui constitue l'élément le plus**

¹¹Communiqué Bernard Lugan, Afrique Réelle, 9 février 2013.

¹² Bernard Lugan, l'Afrique Réelle, N°39, mars 2013, p.12.

important dans les conflits internes en Afrique ». C'est pourquoi la démocratie ne peut y être implantée d'un coup. « Trop souvent en effet les élections en Afrique se sont malheureusement transformées en simples recensements ethniques... L'instauration de la démocratie est un processus d'une très grande complexité qui ne se décrète pas instantanément de l'extérieur, comme du Nescafé et du prêt-à-porter ».

Nous pouvons citer d'autres facteurs : l'opposition centre-périphérie et l'impact du colonialisme. La colonisation n'a fait qu'instrumentaliser les rivalités entre les différentes ethnies et les peurs des plus vulnérables qui cherchaient à échapper à la pratique de la traite et aux razzias, afin d'ancrer et de consolider son emprise. Lors de la décolonisation, les antagonismes, les rivalités et les haines « en sommeil » émergent, plongeant le théâtre sahélien dans des guerres civiles ou des conflits dits internes. **Les événements d'aujourd'hui en sont la conséquence directe car les nordistes ne s'assimilent pas aux États post-coloniaux tels qu'ils ont fonctionné depuis cinquante ans. Ils ne peuvent endosser indéfiniment la domination des populations du sud consacrée par la décolonisation.**

Comme le souligne Hervé Juvin, « prenez l'exemple de la lettre que le chef des bambaras adresse au lieutenant-colonel Gallieni vers 1865 pour lui demander de protéger son peuple des attaques des Touaregs : vous avez très exactement le schéma de l'intervention militaire française Serval au Mali aujourd'hui ! ». **Le fondamentalisme islamique n'est donc pas la cause du séisme sahélien, mais la simple surinfection d'une plaie ne pouvant être refermée que par le retour à un équilibre ethnique estimé équitable. La lutte contre le terrorisme en Tunisie et au Maghreb ne peut ignorer cette réalité sous peine de se fourvoyer.**

A ces facteurs historiques s'ajoutent de nouveaux facteurs déstabilisateurs : la défaillance politique et économique des États sahéliens, incapables d'assumer les attributs de la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire ; la spéculation islamiste par des forces obscures qui sont loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam ; l'instrumentalisation des référents identitaires, ethniques et religieux, les sécheresses et les famines ; la pauvreté, la précarité économique et sociale et le manque de perspective d'avenir pour de nombreux jeunes désœuvrés ; l'effondrement des systèmes éducatifs, la forte croissance démographique (en 2040, la population sahélienne devrait doubler pour atteindre 150 millions d'habitants) ; la montée en puissance des trafics en tous genres, notamment du trafic de drogue en provenance d'Amérique Latine ; la prolifération d'armes légères alimentant les conflits, le terrorisme incarné essentiellement par AQMI et des groupuscules se réclamant de Daesh, la généralisation de la corruption et du népotisme, les rivalités et tensions entre États sahéliens, les ingérences des puissances extérieures instrumentalisant les facteurs de tension afin de mieux contrôler les richesses avérées et potentielles (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, bauxite, phosphate, manganèse, terres rares, etc.), les vulnérabilités environnementales attisant les tensions entre sédentaires et nomades, enfin les effets induits par la guerre en Libye.

L'ensemble de ces vecteurs de tensions est dopé par une importante circulation financière qui permet l'entretien d'équipements modernes et multiplie les espoirs de gain immédiat pour des prédateurs organisés.

Passé et présent interagissent ainsi et restructurent Méditerranée-Maghreb-Sahel-Afrique de l'Ouest selon de nouvelles lignes de force. Nul doute que la Tunisie sera directement impactée. Le Sahel africain concentre tout un système de conflits qui, à la moindre étincelle, éclatent en chaîne.

Progressivement, se dessine au Sahel un nouveau « Grand jeu » fait de manœuvres subversives et de manipulations où la duplicité et les stratégies de l'ombre sont la règle. Les développements inhérents aux bouleversements actuels ne s'arrêtent pas au seul Mali. L'appui du Qatar aux groupes islamistes témoigne d'un prolongement de la stratégie ayant déjà ciblé la Libye et la Syrie. La finalité de cette stratégie est de pousser jusqu'à son terme la logique politique du printemps arabe sur fond d'exploitation des richesses naturelles régionales et d'évincement de la Russie, notamment dans le secteur gazier alimentant l'Europe.

Ainsi, les puissances extérieures, sous couvert de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, convoitent les ressources naturelles avérées et potentielles et visent, à terme, une militarisation croissante et durable de la zone afin d'asseoir leur contrôle et d'évincer les puissances rivales (Chine, Russie, Inde, Brésil, Turquie, Iran, etc.). Ces puissances ont tout intérêt à favoriser l'émergence d'une équation géopolitique les plaçant en situation de force pour le partage des richesses du Sahel. En outre, se positionner militairement au sein de ce couloir stratégique reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge offre la double faculté de peser sur les équilibres géopolitiques et énergétiques du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest.

Plus précisément, fournisseur prépondérant d'énergie à l'horizon 2030, le Sahel suscite des rivalités pour le contrôle des gisements (lieux de production), enjeu majeur, mais également **des itinéraires d'évacuation** dessinant jour après jour une nouvelle géopolitique des tubes. Une superposition de la carte des conflits et des ressources est édifiante.

Enfin, selon des lignes historiques, nous assistons à une nouvelle poussée de l'Islam radical s'opposant à la domination occidentale dans la droite ligne des anciens empires musulmans du XIX^{ème} siècle tels que l'empire Toucouleur ou l'empire de Sokoto. Ainsi, derrière l'émergence de certains groupes terroristes se cacherait la volonté de certaines puissances musulmanes de favoriser la reconstruction des anciens Etats historiques pré-coloniaux dominés par l'islam.

Cette expansion de l'islam jihadiste en Afrique et au Sahel s'inscrit dans le cadre d'une compétition confuse où se mêlent tout autant la volonté de fortifier la foi islamique, l'intention charitable et des calculs de rivalité et d'hégémonie propres à la sphère des Etats islamiques. **Plus précisément, les pays du Golfe et le Pakistan poursuivent un double objectif :**

- **Contrer l'influence croissante de la puissance chiïte iranienne rivale s'appuyant sur une importante diaspora, notamment libanaise ;**
- **S'opposer à la pénétration des Occidentaux et relativiser la percée des thèses véhiculées par les évangélistes dans la région.**

Les menaces impactant la sécurité de la Tunisie

Les dangers potentiels peuvent se matérialiser sous plusieurs formes, isolées ou combinées :

- **Explosion conflictuelle engendrant une réaction en chaîne déstabilisant l'ensemble de l'arc sahélien, notre heartland (ceinture de sécurité). Les effets induits par le chaos libyen accentuent la menace ;**

- Formation d'un théâtre cristallisant les rivalités entre les grandes puissances. Instrumentalisant des acteurs locaux aux motivations diverses, les ingérences étrangères multiplieront les foyers de tensions et de crises. La Tunisie ne manquera pas d'être impactée par effet induit ;
- Un sanctuaire permanent pour les groupes terroristes locaux et les jihadistes de retour de Syrie et d'Irak : de la même manière que les terroristes visés par l'opération Serval ont opéré un repli vers le territoire libyen, dans l'éventualité d'opérations militaires ciblant la Libye, des groupes terroristes pourraient, du fait de leurs interconnexions, déstabiliser durablement la périphérie saharienne tunisienne et opérer un repli vers les zones sud de l'espace sahélo-saharien. Les attentats perpétrés par le Front de Libération du Macina au Mali et les attentats ayant ciblé Bamako et Ouagadougou illustrent cet état de fait (revendiqués par Ancar Eddine Sud). **La reconstitution d'un sanctuaire susceptible d'abriter les jihadistes de retour de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak leur permettrait de cibler le territoire tunisien ;**
- Une zone grise propice à la multiplication du crime organisé (prises d'otages) et des trafics illégaux : armes, stupéfiants (résine de cannabis, cocaïne, héroïne, méthamphétamines, etc.), véhicules, cigarettes, essence, matières premières, êtres humains, enfouissement de déchets nucléaires, etc. ;
- Constitution d'un réseau de diffusion et d'infiltration de l'islam radical et de l'idéologie jihadiste ;
- Le foyer d'une émigration de masse utilisant l'Afrique du Nord comme tremplin vers les rivages européens : l'écart économique grandissant, les contraintes climatiques et la poussée démographique risquent d'aggraver le courant de migration présent ;
- Afflux de réfugiés du fait de la détérioration des conditions climatiques et environnementales ou de l'explosion d'un conflit de haute intensité ;
- Réinsertion d'Israël, déjà fortement réimplanté en Afrique de l'Est et en Afrique Centrale, en tant que fournisseur de coopération : économique, humanitaire et militaire. Dans une seconde étape, Israël pourrait offrir de conclure des accords de défense afin d'exploiter les étendues désertiques propices à l'entraînement des forces aériennes ou à des tests balistiques, etc. Une telle position renouerait avec la posture antérieure à 1973 et permettrait de prendre à revers l'ensemble des pays d'Afrique du Nord. La partition du Soudan s'inscrit dans cette logique ;
- Le blanchiment d'argent et l'enracinement du crime organisé transnational.

Outre le terrorisme, l'autre danger risquant de ruiner durablement les équilibres des sociétés sahéliennes est la prise de contrôle du pouvoir par des groupes vivant de rentes criminelles. Ainsi se produit le basculement d'une criminalisation économique vers une criminalisation politique. La crise malienne et le coup d'Etat au Burkina Faso évinçant le président Blaise Compaoré ont révélé à quel point la menace du crime organisé est invasive, plus sournoise et déstabilisatrice que quelques centaines de criminels se revendiquant de l'islamisme radical. Avec la complicité directe des dirigeants centraux, le risque d'assister à un enracinement du crime organisé transnational est réel : piraterie, actuellement limitée au golfe du Bénin, avec des ramifications à terre, prises d'otages, trafic de marchandises,

blanchiment d'argent, etc. alimentent l'économie de l'ombre et menacent durablement la sécurité des Etats sahéliens, condamnant les efforts de bonne gouvernance.

Route de la cocaïne en provenance d'Amérique latine et route de l'héroïne en provenance d'Asie centrale se rejoignent, érigeant le Sahel en véritable hub du narcotrafic. Le crime organisé a proliféré, connaissant un effet de souffle du fait de la mondialisation et des effets de fragmentation affectant de nombreuses régions du monde. Les Etats sahéliens, dépourvus de capacités militaires, policières, douanières, offrent un terrain propice à l'infiltration d'organisations transnationales s'emparant progressivement du pouvoir et aboutissant à un détournement de souveraineté. Ni le Maghreb ni l'Afrique de l'Ouest n'échappent à cette réalité.

Scénarios à l'horizon 2025

A ce stade, divers scénarios sont concevables.

Scénario 1 : « Sahel nostrum » : les riverains du Sahel prennent en charge la sécurité et le développement de la région par la mise en place d'un système multilatéral efficace.

Le Mali, le Niger et le Tchad recèlent des gisements énergétiques et miniers appelés à hisser la centralité économique et stratégique du Sahel (pétrole, uranium, or et, accessoirement, phosphate, cuivre et étain). La zone émerge comme un pôle de développement fixant l'intérêt de l'Europe, des Etats Unis et de la Chine. En toute hypothèse, l'essor économique et politique du Sahel bénéficieraient aux pays du Grand Maghreb qui trouvent dans ce nouveau pôle un champ d'expansion et un élément d'équilibre régional propre à renouveler la géopolitique de la région sur tous les plans : les échanges économiques, la sécurité, la stabilité, les communications, l'énergie, l'environnement, etc. L'ouverture des pays du Sahel aux pays du Maghreb est toutefois subordonnée au facteur de confiance : la crainte de l'hégémonie et de la politique de puissance les détourne vers les partenaires extra régionaux d'Europe, d'Amérique ou d'Asie.

Scénario 2 : « Le Sahel convoité » : le Sahel, compte tenu de la richesse de son sous-sol, devient le théâtre de rivalités exacerbées entre les puissances. La militarisation de la région menée par les Occidentaux s'installe dans la durée, devient permanente et aiguise les tensions entre puissances rivales. Le destin du Sahel échappe aux populations et aux Etats sahéliens dépossédés des clefs de leur avenir. Une instabilité chronique en découle menaçant le Maghreb et bloquant l'émergence d'une entité sahélo-maghrébine intégrée sur les plans stratégiques, économiques et sécuritaires ;

Scénario 3 : « Le Sahel implosif » : sous administré et appauvri, le Sahel se dirige vers une espèce de « désétatisation à la somalienne » débouchant sur une insécurité endémique difficilement contrôlable. Les conflits se multiplient et les frontières sont inconsistantes. Ainsi, un sahélistan prend forme et irradie vers le Maghreb entravant toute avancée relativement à l'édification du Grand Maghreb.

Scénario 4 : « Le Grand Nord africain » : compte-tenu des liens historiques, religieux, culturels, linguistiques, facteurs intégrateurs puisés dans le passé commun, le Sahel et les pays du Maghreb se rapprochent de manière significative afin de constituer une solide entité politique matérialisant la jonction entre la Méditerranée, le Maghreb et l'Afrique. Cette entité serait caractérisée par un potentiel de développement plus important, gage de stabilité et de

sécurité. Le terrorisme, l'islamisme et le crime organisé seront mieux surmontés par un développement et une prospérité durables et partagés.

Les deuxième et troisième scénarios représentent une menace de déstabilisation durable du voisinage stratégique de la Tunisie.

Un nouvel ordre sahélien

Le pacte post-colonial a épuisé ses vertus. Un nouveau Sahel se cherche et il convient de favoriser cette nouvelle réalité au moyen d'un règlement politique fondé sur le consensus et non sur la force. Une plus grande flexibilité politique au Sahel dicte également une plus grande flexibilité plus au nord, dans le Grand Maghreb. Les cartes vont être rebattues !

Dans ce cadre, le concept d'océan sahélien prend tout son sens. Partons du principe qu'aucune solution durable ne prévaudra si les riverains de l'océan sahélien sont en conflit entre eux. Dans ce contexte, il convient de mettre en avant le règlement entre Sahéliens, au moyen d'une conférence régionale regroupant l'ensemble des riverains de cet océan. La Tunisie, puissance d'équilibre, pourrait en formuler la proposition et l'héberger. Comme en mer, la sécurité ne saurait relever que d'un effort concerté des riverains, basé sur une perception commune des menaces et sur des mécanismes de concertation et de coordination afin de dissiper des stratégies qui, pour le moment, ne convergent pas. Bien au contraire, elles se croisent, voire se neutralisent au nom de calculs étroits.

Le retour au statu quo ante n'étant plus concevable, il conviendrait d'initier une réflexion autour d'un nouveau concept de l'Etat associant les intérêts des uns et des autres par des procédures non contraignantes admises par tous. **L'Etat centralisé et la domination des ethnies du sud ne peuvent plus subsister tels quels. La paix des armes est subordonnée en tout premier lieu au règlement du problème national touareg. Se pose ainsi la question d'arbitrages douloureux mais vitaux quant à l'avenir de cette nation, héritière des grands empires sahéliens.**

Par ailleurs, la dynamique en cours dicte une restructuration de l'ordre régional impactant l'équilibre maghrébin lui-même en voie de redéfinition. Les Etats sahéliens, à l'instar de la Libye, doivent consolider l'Etat central, développer l'économie et promouvoir une sécurité collective. Sur cette base, il convient de renforcer les Etats dans la mesure où une plus grande balkanisation multipliant des Etats fantoches incapables d'assumer leurs obligations de souveraineté ne ferait que perpétuer le désordre régional. En contrepartie, les Etats doivent admettre une large autonomie au bénéfice des communautés qui sont autant de composantes de l'Etat. Le détricotage de la région ne serait profitable à personne sur le long terme. Séparatismes touareg, sahraoui et autres ne sont qu'une manifestation de la crise de l'ordre post colonial qui a atteint ses limites. **L'Afrique doit former un concept de règlement constitutionnel à l'échelle africaine : reconnaître l'autonomie de ces provinces dans le cadre de la souveraineté nationale. Or, jusqu'à présent, le continent reste captif d'un concept déphasé, celui de l'Etat national centralisé niant la réalité historique des nations pré-coloniales.** Il incombe impérativement à l'Union Africaine d'encadrer cette évolution et de favoriser l'émergence d'un consensus sur cette problématique. Faute de quoi, c'est la voie ouverte, à travers la militarisation croissante et l'ingérence étrangère, à une recolonisation ne disant pas son nom.

Le cadre de règlement doit assurer la cohérence des initiatives destinées à la stabilisation et à la restructuration de la région. **Il s'agit d'esquisser la vision d'un avenir commun basé sur un partenariat stratégique entre Méditerranée, Maghreb et Sahel : tel est le véritable chantier de l'avenir !** L'espace sahélien ne doit pas être livré aux initiatives individuelles de tel ou tel pays que ce soit l'Algérie, le Maroc, la France ou les Etats-Unis qui ne manquent pas d'instrumentaliser leur engagement au service de leurs intérêts stratégiques propres. La Tunisie, compte tenu de son image très positive dénuée de toute suspicion, gagne à faire prévaloir une démarche multilatérale et des institutions multilatérales auto-centrées (le commandement doit incomber aux pays du Sahel). En effet, le caractère transnational des menaces projetées place le théâtre sahélien « comme partie intégrante d'un champ de confrontation globale » et dicte la mise en place d'une coopération régionale et internationale soutenue et convergente afin de produire des réponses proportionnées et collectivement maîtrisées. **Le 16 février 2014 est créé à Nouakchott le G5 sahélien associant la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. Cette coopération inter-sahélienne doit aller de pair, à l'image du Dialogue 5+5 établi en Méditerranée occidentale, avec la mise en place d'un 5+5 sahélien associant les cinq pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal (G5 sahélien élargi). Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et le Sahel africain. Cette initiative pourrait être portée par les autorités tunisiennes et ériger la Tunisie en Etat pivot de ces trois espaces en miroir.**

Mehdi Taje

Géopoliticien, prospectiviste, spécialiste du Maghreb et du Sahel africain